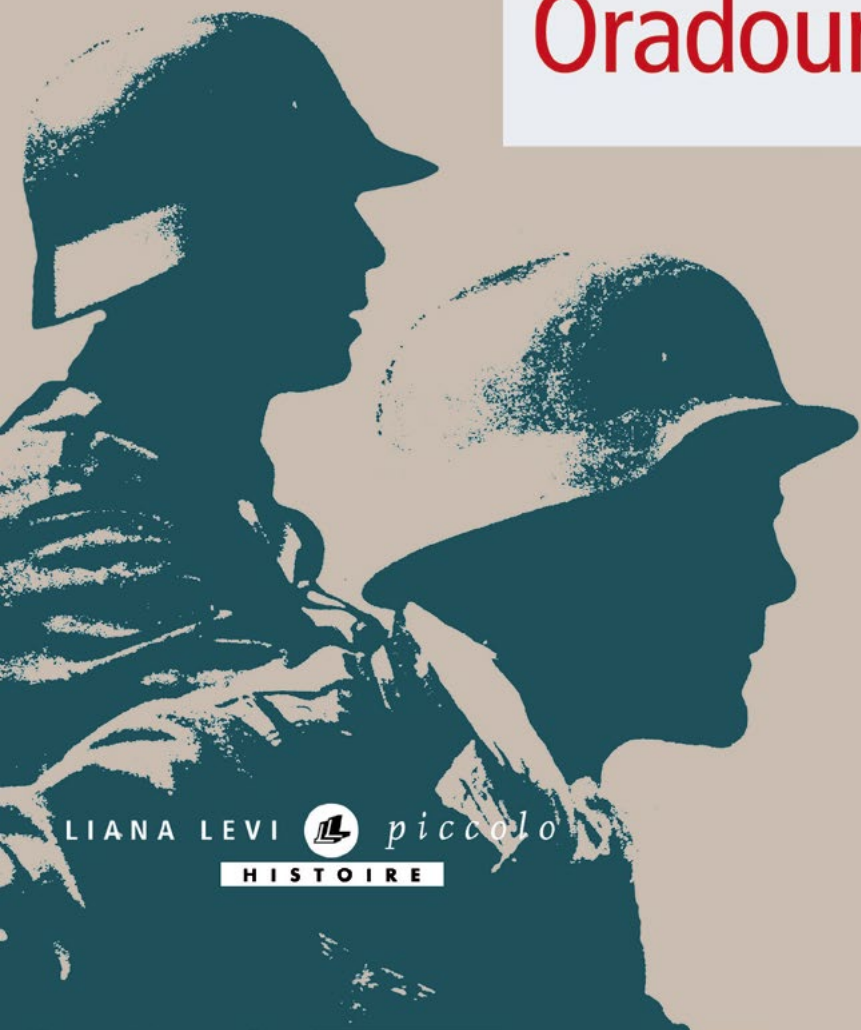


JEAN-JACQUES
FOUCHÉ

Oradour



LIANA LEVI



piccolo

HISTOIRE

Oradour



Le nom d'Oradour conserve dans toutes les mémoires les stigmates de la « barbarie nazie ». Pourtant, un halo de mystère continue d'environner ce massacre, objet de multiples rumeurs. D'où venaient ces SS qui perpétrèrent le crime ? Pourquoi à Oradour ? Quelle était l'histoire de ce « paisible village » avant que l'irruption de la violence le transforme en ruines ? Comment s'est construite la mémoire du massacre ? C'est ce récit – la première histoire d'Oradour – que nous propose Jean-Jacques Fouché en croisant témoignages et archives jusque-là ignorées.

JEAN-JACQUES FOUCHÉ, enseignant de philosophie, directeur de diverses institutions culturelles puis inspecteur général au ministère de la Culture, s'est consacré à la muséographie avant de devenir chef de projet et directeur du Centre de la mémoire d'Oradour jusqu'en 1999.

« Une analyse minutieuse, probe et convaincante. » *L'Histoire*

« Croisant avec sagacité les témoignages, suivant les témoins comme les acteurs du cauchemar, Fouché interdit toute récupération pour rendre à l'impossible deuil l'hommage qu'il convient. » *Le Monde*

Jean-Jacques Fouché

Oradour

LIANA LEVI  *piccolo*

Prologue

Oradour-sur-Glane, 16 juillet 1999 : une inauguration

Une brume épaisse enveloppe le paysage de la vallée de la Glane depuis le lever du jour. Habituellement celle-ci annonce le grand beau temps, mais en ce début de matinée elle inquiète quelque peu tous ceux qui s'affairent aux derniers préparatifs de la manifestation, à l'accueil des invités et à la sécurité. L'avion du président de la République sera-t-il à l'heure ? Il est annoncé avec un léger retard. Jacques Chirac, élu président en 1995, vient à Oradour pour inaugurer le Centre de la mémoire. « Le matin du 10 juin, le temps était nuageux, un peu couvert ; après... », se souvient un des derniers rescapés du massacre.

De l'événement, du massacre lui-même, il reste une trace tangible : les ruines du « village martyr » détruit le 10 juin 1944 par une unité de Waffen SS. Ces ruines sont conservées par les services de l'État et classées Monument historique national.

À proximité des ruines, d'autres éléments les environnent comme autant de signes accumulés : un nouveau bourg construit entre 1947 et 1953, une crypte dite « Monument de l'État » reconverte depuis 1974 en reliquaire, le monument de l'Association des familles appelé le « Tombeau des martyrs », la sculpture de Fenosa *Aux martyrs d'Oradour*. Le nouvel équipement, dénommé Centre de la mémoire, est destiné à accueillir et à informer les visiteurs. Il constituera la porte d'accès du monument historique. Oradour est un « lieu de mémoire ». C'est aussi un référent.

À la différence d'autres noms symboliques de l'histoire des guerres du ^{xx}^e siècle en France – Verdun, Drancy... –, celui d'Oradour ne représente pas seulement un lieu de mémoire. Un « Oradour » désigne un massacre de population civile sans défense par une force militarisée. Le nom propre est devenu nom commun. La Seconde Guerre mondiale terminée, lorsque d'autres massacres seront connus, le nom d'Oradour en deviendra la référence. « Il y avait les Oradour que l'on découvrirait¹ », écrit Pierre Nora dans une présentation historique de l'année 1945.

Les guerres de décolonisation, les crises internationales, les conflits intérieurs des États seront à l'origine de « nombreux Oradour ». L'impuissance ou l'indignation face à la répétition de meurtres collectifs entraîneront l'invocation constante de cette référence². Cette exemplarité justifie la présence du président de la République à la cérémonie. À la suite de Vincent Auriol, Charles de Gaulle et François Mitterrand, Jacques Chirac est, en 1999, le quatrième président à venir à Oradour en un peu plus de cinquante ans.

La brume se dissipe progressivement pour laisser place au soleil. Une belle journée pour le public et les invités parmi lesquels se trouvent des parlementaires et des élus locaux de la Haute-Vienne, du Limousin mais aussi de l'ensemble de la France. Ils sont représentatifs de l'éventail politique, à l'exception de l'extrême droite. La présence du Front national (celui de Le Pen), héritier de Vichy et avocat des anciens nazis, n'est pas envisageable. À cette exception près, Oradour transcende les clivages politiques.

C'est par les « ruines » – la population locale désigne ainsi l'ancien village – que le président de la République commence sa visite. Il y est accueilli par la communauté d'Oradour³ : le conseil d'administration de l'Association nationale des familles des martyrs (en abrégé local « Les familles ») et le conseil

municipal. Puis, accompagné du président de l'Association – un survivant du massacre –, du maire de la commune, de la ministre de la Culture et de la Communication – Catherine Trautmann, élue d'Alsace – et des parlementaires du département, il parcourt les rues du village. C'est une visite qualifiée de « privée » et, comme tous les visiteurs, il s'arrête à l'église où périrent près de quatre cents femmes et enfants, puis devant les granges et garages où furent fusillés près de deux cents hommes. Il longe, sans y pénétrer, le monument de l'État – le reliquaire où sont conservés des objets calcinés – pour aller se recueillir et déposer une gerbe au Tombeau des martyrs, édifié par l'Association dans le cimetière communal en dehors du périmètre dévolu au monument historique. Le président de la République respecte un protocole fixé et admis depuis plusieurs décennies, celui qu'accomplissent les visiteurs, inconnus ou prestigieux – par exemple les membres du corps préfectoral un jour de prise de fonction dans le département. Ce protocole, prescrit par les autorités locales à l'intérieur d'une enceinte de l'État, accrédite un statut d'exception. Ensuite le président se rend au Centre de la mémoire, précédé d'un groupe d'enfants.

La présentation de l'équipement est rapide et celle de l'exposition permanente minutée. Ayant assuré le travail de recherche historique et le commissariat de cette exposition, j'ai la charge de la commenter. La visite est écourtée, à mi-parcours, par le chef de cabinet de l'Élysée, et l'exposition temporaire délaissée. Le président est attendu par les invités et le public sur le parvis où il dévoile la plaque d'inauguration et prononce un discours.

Le service de la présidence a délimité l'espace, installé un dais qui laisse apparaître les ruines en fond de décor, fourni la sonorisation pour un discours présidentiel dont la chaîne de télévision TF1 s'est assuré l'exclusivité. Le rendez-vous des informations de 13 heures est impératif. Le président de la

République exprime sa compassion pour les victimes et leurs familles : « Oradour meurtri, avec sa blessure toujours béante, renvoie chacun à sa conscience. » Il aborde ensuite la question générale des massacres et de leur répétition. En prenant des exemples dans l'actualité des dernières années, il cite, parmi d'autres, les massacres de Sabra et Chatila au Liban, de Kibuye au Rwanda, de Srebrenica en Bosnie, d'un village au Kosovo... Ces noms, qu'ont-ils en commun ? Des victimes certainement ; mais aussi des responsables et des coupables : « Tous les martyrs nous rappellent que la barbarie est de tous les pays et de tous les temps. » La barbarie serait-elle une constante de la nature humaine ? Cette représentation de la barbarie expliquerait-elle tous les massacres ? Ou bien ne faudrait-il pas chercher ailleurs les causes de ces drames, et par exemple dans les circonstances politiques qui peuvent en être à l'origine ? Les massacres seraient-ils dans l'ordre d'une nature humaine défailante ou ressortiraient-ils d'une culture de la violence ?

Le président affirme sa conviction que l'éthique⁴ permettra de dépasser les drames : « Le XXI^e siècle, tirant toutes les leçons du passé, sera le siècle de l'éthique. Je l'espère et je le crois. » La vigilance dans la défense des Droits de l'homme permettra de surmonter la répétition des massacres. D'où l'utilité des « temples du souvenir qui montrent ce que peut inventer l'être humain quand il est en proie au fanatisme, au rejet de l'autre, aux forces de haine et de mort ». Son discours terminé, les livres d'or signés, le président se livre au plaisir partagé d'un bain de foule.

L'inauguration du Centre de la mémoire d'Oradour, pour les élus départementaux qui en ont assumé la réalisation comme pour le président, est une opération de communication. La Haute-Vienne, en Limousin, est un bastion de la gauche socialiste et communiste. La venue de Jacques Chirac – élu en 1995 contre Lionel Jospin devenu Premier ministre à la suite de la

dissolution et des élections législatives anticipées de 1997 – pour inaugurer un équipement du conseil général n'avait pas provoqué l'enthousiasme de la majorité départementale, socialiste. Pour la communauté d'Oradour, qui refusait par avance toute présence étrangère, en particulier une éventuelle présence allemande, seul le président de la République avait l'autorité nécessaire pour inaugurer le nouvel équipement. Si le Premier ministre souhaitait accompagner le chef de l'État, il serait évidemment le bienvenu. Mais il ne viendra pas.

C'est la présidence de la République qui a fixé la date du 16 juillet⁵. Elle n'était pas négociable. Dans la chronologie de la France de Vichy occupée par les nazis, la référence est importante : c'est la date anniversaire de la rafle des Juifs du 16 juillet 1942 à Paris, dite « rafle du Vel' d'Hiv' », « symbole de la complicité de Vichy dans le génocide⁶ », et journée choisie pour commémorer les victimes de la Shoah. Cette coïncidence et la confusion possible des symboliques n'influent pas sur la cérémonie à Oradour : aucun discours n'y fait allusion.

Ce jour-là, le Premier ministre et son épouse, la philosophe Sylviane Agacinski, effectuent une visite familiale privée au camp d'Auschwitz. La presse nationale et internationale rapprochera les démarches des deux chefs de l'exécutif à Auschwitz et à Oradour, noms souvent associés pour symboliser les horreurs nazies.

La mémoire du massacre s'est inscrite, dès juin 1944, dans des stratégies politiques conflictuelles. L'inauguration du Centre de la mémoire, cinquante-cinq ans après le drame, ne déroge pas à la pratique d'instrumentalisation politique. Le déroulement de la cérémonie, par les contraintes particulières et précises auxquelles elle fut soumise, témoigne de la permanence du deuil à Oradour où la blessure n'est pas refermée. Aussi parle-t-on généralement du « massacre d'Oradour », le « de » annonçant une signification forte, contenue dans la

forme grammaticale, où le nom propre devient le complément du nom commun. Un « massacre », avant de signifier la mise à mort, ou la curée en vénerie, désigne une « boucherie », et massacrer est l'action de tuer avec acharnement une ou plusieurs victimes sans défense ; le complément indique alors autant la localisation que la possession. Oradour et massacre sont indissociablement liés. L'association des deux noms exprime la spécificité du malheur des victimes et la reconnaissance qui leur est due en identifiant l'événement à son lieu. Dans le village, les plus anciens parlent du « coup » d'Oradour pour désigner ce qui a fauché des vies et interrompu la continuité du temps.

1. Que sait-on du massacre ?

La vision d'épouvante procurée par des ruines induit une fusion émotive avec le malheur des victimes. Émotion et pitié pourraient-elles être les vecteurs d'un enseignement à partir de celles-ci ? Leur évidence, matérielle et symbolique, a été « vue » immédiatement, et elles sont conservées pour leur visibilité.

Des ruines parlantes ?

Originaire du département voisin de la Charente, j'avais visité au début des années cinquante les ruines d'Oradour, comme de nombreux écoliers de la région. J'en gardais l'impression de façades hautes et béantes, d'ouvertures n'ouvrant sur rien. La vie quotidienne disparue, les maisons n'avaient plus « d'intérieur ». « Les Allemands étaient passés par là, aucun habitant n'avait échappé au massacre. C'était la guerre... » Le destin avait frappé ; ou le hasard, ou les deux. La visite constituait un rituel accablé habité par l'étrange appréhension d'un malheur auquel nous n'aurions pas échappé si nous avions été là.

Un après-midi de ciel bas et de pluies intermittentes, en février 1994, je suis revenu à Oradour. J'ai parcouru les ruines du village martyr sans retrouver les sensations anciennes. Les circonstances avaient changé. Les ruines aussi. Devenues monument historique, entretenues pour leur conservation, elles avaient subi intempéries et restaurations. Contrairement

au lieu commun qui voudrait que des ruines soient parlantes, elles sont muettes sur le drame qui s'y déroula. Comment se représenter ce qui se passa dans ce « village idéal », imaginer le pire ? Ce pire, celui de tout massacre, est pourtant accessible, transmis par les récits des victimes¹.

Les ruines sont un décor propice aux vagabondages de l'imagination ; elles rendent les espaces transparents, suppriment les frontières visuelles, troublent. Elles appartiennent à l'univers poétique et pictural du romantisme. Celles d'Oradour donnent à voir les stigmates d'un drame sans rien dire de son déroulement.

J'effectuais une visite de professionnel de la muséographie, repérant des restaurations abusives : portes obstruées pour des raisons de sécurité avec des murets en moellons récupérés sur place à hauteur des appuis de fenêtres ; strates de graphismes de diverses époques additionnant des signalétiques sans cohérence entre elles. Ces interventions brouillent la lecture des informations et la compréhension des espaces. Des ardoises d'écoliers, apposées à la fin des années quatre-vingt, indiquent les métiers disparus exercés par les anciens occupants. Les ruines deviendraient-elles un écomusée de la vie rurale limousine ? L'épave calcinée d'un véhicule, placée en évidence sur le champ de foire, a été restaurée ; elle est présentée par les agents du ministère de la Culture comme « la voiture du docteur Desourteaux ». Recrutés à Oradour, ils savent l'information inexacte. Il s'agit d'un véhicule ayant appartenu à un courtier en vins². Pourquoi surcharger le récit d'anecdotes douteuses ?

Immédiatement après le massacre, le préfet régional avait prononcé sur les lieux un discours reproduit par des tracts de résistants. Dès juillet 1944, l'administration avait envisagé une reconstruction du bourg détruit à l'écart des ruines et confié l'opération à un architecte des Bâtiments de France, inspecteur général des Monuments historiques³. L'administration de Vichy,

soutenue par les autorités ecclésiastiques, avait entrepris de faire du village d'Oradour une parcelle sacrée, un haut-lieu consacré par les pouvoirs spirituel et temporel. Un débat s'était alors engagé sur la préservation des ruines, sublimées comme auraient pu l'être celles de la cathédrale de Reims, si celle-ci n'avait pas été en définitive restaurée : « Notre haine veillera sur ces décombres. Il faut des ruines sacrées pour attester la barbarie⁴... »

Le souvenir de Reims a-t-il pesé sur la décision de conserver Oradour ? Le principe rapidement acquis, restait la question des modalités pratiques. Le maître d'œuvre pressenti par Vichy est confirmé en janvier 1945 par le nouveau gouvernement. Les premiers travaux de conservation sont localement engagés, sans attendre l'intervention des services des Beaux-Arts, réticents sur les aspects techniques. Le message des ruines est devenu un enjeu à intégrer dans le projet politique de chaque mouvement ou parti.

La conservation résulte de décisions politiques. Dès juin 1944, le préfet régional a formulé l'idée du pèlerinage sur le lieu du massacre. En octobre, quelques semaines après la Libération, un Comité du souvenir engage les premières mesures de préservation du site. Le 28 novembre 1944, une Décision du gouvernement provisoire de la République – qui sera suivie d'une loi en 1946 – accorde une attention particulière aux ruines. Celles-ci doivent être conservées « en l'état où elles se présentaient au lendemain de l'incendie ». « On fera d'Oradour-sur-Glane, poursuit l'exposé des motifs, une nécropole où régneront la décence, l'austérité, le respect et le silence. » Un mur d'enceinte est construit, comportant des portes aux deux extrémités du village. Conserver des ruines telles qu'elles étaient lors de leur découverte par les témoins est impossible, et aucun technicien de la conservation ne peut justifier scientifiquement cette entreprise. Plus qu'une trace matérielle, c'est une « idée » que l'on conserve.

Pourquoi visitons-nous les ruines d'Oradour ? Pour confirmer un savoir ancestral sur les crimes rituels et les violences fondatrices des sociétés ? Pour y voir la preuve de la faillibilité de la nature humaine et se consoler à l'avance de la résurgence, prétendument imprévisible, de la barbarie ? Pour nous rassurer sur notre identité si différente de celle des massacreurs ? D'où vient la notoriété des ruines, presque équivalente à celle du pèlerinage de Rocamadour si proche ?

« Oradour, c'est complexe... »

Le conseiller général du canton où se trouve Oradour-sur-Glane laisse la phrase en suspens. Il y a un silence. Nous sommes en mars 1994, dans le bureau du maire de Saint-Junien, la plus ancienne des municipalités communistes de France. Grand témoin de la vie politique locale, Roland Mazoin est un militant et un élu du parti communiste. Il a siégé à l'Assemblée nationale comme suppléant de Marcel Rigout devenu ministre en 1981 du gouvernement d'Union de la gauche. Les communistes du département de la Haute-Vienne se sont par la suite éloignés de la direction nationale du PCF et organisés « entre eux ». Roland Mazoin assure être « resté fidèle à l'idéal de [sa] jeunesse ». Dévoué à une population qui l'estime, il est régulièrement réélu dans son canton. Ses avis comptent, mais en l'occurrence il formula une énigme.

Pourtant, dictionnaires et encyclopédies résument un savoir largement partagé sur Oradour et participent à sa notoriété :

Le *Petit Larousse* (éd. 1980) : « Massacre de la population entière (642 habitants) par les Allemands. » Et dans l'édition 2000 du même dictionnaire partiellement révisé : « Massacre de tous ses habitants par les SS. » Le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*

(éd. 1984) indique : «Le village fut incendié par des SS de la division “Das Reich” le 10 juin 1944, après qu’ils eurent massacré sauvagement 642 habitants.» Le *Grand Robert des noms propres* (éd. 1984) note : «Hist. : le 10 juin 1944, les Allemands par mesure de représailles massacrèrent 643 personnes, dont 500 femmes et enfants, qui périrent dans l’église volontairement incendiée. Les ruines ont été conservées, et le village reconstruit à proximité. Le nom d’Oradour demeure comme l’un des symboles de la barbarie nazie.» *Dictionnaire encyclopédique Quillet* (1970) : «Ce village fut incendié par les troupes allemandes le 10 juin 1944 ; ses habitants furent fusillés ou brûlés vifs. Ses ruines, près desquelles le village a été reconstruit, sont conservées comme témoignage de la sauvagerie hitlérienne et classées monument historique.»

Pour la mémoire collective⁵, munie de ce savoir minimal, Oradour signifie massacre. Il en est même l’archétype⁶. Cette place singulière s’explique d’abord par une ampleur à nulle autre pareille en France : 642 décès judiciairement reconnus, dont un tiers environ d’enfants de moins de 14 ans et plus du tiers de femmes. Ensuite, par la destruction totale du village par le feu : mairie, écoles, église, poste, gare, maisons, ateliers, commerces, cafés, hôtels, halle du marché, granges, garages, étables, remises : tout fut incendié après avoir été pillé. Enfin, par la méthode des exécuteurs, leur organisation, leur esprit de système, dont les récits des rescapés portent témoignage : mort en masse d’enfants et de femmes, pillage et incendie volontaire, absence de toute considération morale ou simplement humaine à l’égard des victimes rendent toute compréhension impossible. Pour ceux qui l’ont vécu, en ont souffert, en souffrent encore, l’événement demeure incompréhensible. Le malheur s’est abattu, imprévisible, impitoyable, définitif. Pourquoi ?

Comment répondre à ce «pourquoi», sinon en évoquant la barbarie ? Violence et cruauté apparaissent sans causes ni

raisons. A moins de penser que, même si son origine reste ignorée, elle n'en est pas pour autant gratuite. Il pourrait y avoir une raison cachée.

Parmi les témoins, certains le croient. Si Oradour est le lieu d'un drame bien connu et reconnu, un secret plane sur ses causes : « On ne saura jamais⁷... », écrivent, en 1998, deux rescapés. Ainsi balance-t-on constamment entre le désir de comprendre et l'impuissance à construire un tel savoir. Cette situation paradoxale est exploitée par l'extrême droite négationniste qui accuse les résistants et innocente de leur crime les Waffen SS.

De nombreuses rumeurs ont circulé immédiatement après le massacre et certaines persistent. Elles constituent des réponses « possibles » à la question des causes. Il s'agit de réponses officieuses, insérées dans les failles des discours officiels des autorités, qui n'expliqueraient pas tout. Les rumeurs participent d'un savoir de la communauté qui repose « sur la foi et non sur la preuve⁸ ».

Une rumeur est relative à la présence d'Alsaciens parmi les réfugiés de 1939 *et* dans les Waffen SS. En 1946, au moment du premier procès, devant la cour de justice de Limoges, d'un incorporé de force originaire de l'Alsace annexée, des témoins reconnurent « formellement » sous les traits de l'accusé un adolescent vu plusieurs années auparavant. Il aurait fait partie des évacués d'Alsace. Mal accueilli par les habitants de la commune, il s'en serait vengé en guidant les SS.

Une seconde rumeur est construite autour de la confusion de deux localités dont le nom débute par « Oradour ». Anecdote vécue en septembre 1997 : une rue dans le vieux quartier de la cathédrale de Limoges. Des jeunes gens sortent d'un foyer d'assistance sociale au moment où je restitue à son propriétaire la maquette de la mairie du nouveau bourg d'Oradour après l'avoir exposée. Ils s'intéressent à la maquette et l'un d'eux

raconte l'histoire à ses camarades. Selon lui, le massacre serait la conséquence d'une erreur : les SS auraient confondu deux Oradour, Oradour-sur-Vayres, situé au sud-est de Rochechouart au milieu d'une zone de maquis, et Oradour-sur-Glane, au nord-ouest, où il n'y avait pas de maquis. Cette rumeur est née à Saint-Junien dès le 10 juin au soir et sera reprise par le colonel Rousselier, qui commandait les Forces françaises du département en octobre 1944, devant un enquêteur américain. La permanence de cette rumeur se veut une preuve de l'innocence de la population d'Oradour-sur-Glane alors que celle de l'autre Oradour aurait pu être qualifiée de « coupable » d'un soutien au maquis.

Ces rumeurs sont intégrées dans le récit de certains témoins. Par nature invérifiables, elles sont des assemblages d'éléments parfois vérifiables isolément, mais elles ne résistent pas à l'enquête historique. Cependant, la conviction de ceux qui les propagent contribue à entretenir une atmosphère d'énigme autour du massacre.

L'Association nationale des familles des martyrs, créée au début de l'année 1945, exerce une tutelle implicite sur la municipalité – on dira de quelle façon plus loin – et sur le monument historique des ruines du village martyr, propriété de l'État. La création de cette association comme sa dénomination ne sont pas neutres. Gardienne légitime de la mémoire collective locale, elle affiche une vocation nationale, et cette forme de représentativité la conduit à s'adresser aux plus hautes autorités de l'État comme à son interlocuteur naturel : les modalités de l'inauguration du Centre de la mémoire confirmeront cette position. Tout ce qui concerne Oradour serait-il affaire d'État ?

La création de l'Association comme la conservation des ruines relèvent de la vie politique locale. En septembre 1944 avaient été créés simultanément une association de défense des victimes et plusieurs comités du souvenir qui entrèrent

en concurrence, surtout après que le préfet du département – Jean Chaintron, communiste – eut apporté son soutien à l'un d'entre eux. Le commissaire de la République – Pierre Boursicot, gaulliste – imposa leur fusion. Fut alors créé un Comité officiel du souvenir présidé par le nouveau sous-préfet de Rochechouart – Guy Pauchou, secrétaire en chef de cette sous-préfecture à la fin de l'Occupation. Le Comité officiel regroupant exclusivement des notables, une nouvelle association représentative vit le jour : l'Association nationale des familles des martyrs.

Avec le concours d'un médecin de Rochechouart, le docteur Masfrand, conservateur bénévole du musée de la sous-préfecture, nommé en octobre 1944 conservateur des ruines d'Oradour, le sous-préfet rédigea une brochure pour le Service des crimes de guerre ennemis. Les deux hommes rédigèrent ensuite l'*Ouvrage officiel du Comité du souvenir et de l'Association nationale des familles des martyrs* qui parut en juin 1945, dont les droits allaient à l'Association, créant ainsi une dette qui interdisait « moralement » de modifier leur texte. Cinquante ans après sa première parution, ce livre est toujours diffusé par l'Association, avec une iconographie modifiée mais un texte inchangé. Il est considéré, à Oradour, comme « le livre officiel » remis aux visiteurs importants et vendu au profit de l'Association. Peut-on pour autant le considérer comme le récit du massacre ?

Après quelques conflits survenus entre 1945 et 1953, alors que la municipalité est à direction communiste, le président de l'Association des familles, Jean Brouillaud, devient maire de la commune. En se cachant derrière un prétendu apolitisme, qui signifie en fait toutes les forces politiques hormis les communistes, les socialistes espèrent ainsi reprendre une municipalité qu'ils contrôlaient avant-guerre. Le conseiller général d'Oradour reste pourtant un élu communiste. En réaction au verdict

du procès de 1953, et surtout à l'amnistie dont bénéficieront les incorporés de force, Association et municipalité, que dirige le même homme, refusent un monument construit par l'État. Elles édifient un monument privé, le Tombeau des martyrs, centre des commémorations.

Sept publications... et quelques autres

À l'exception du travail universitaire de Sarah Farmer qui porte sur la construction de la mémoire d'Oradour, et non sur l'histoire du massacre, il n'existe pas d'ouvrage de référence. Pourtant, il a été beaucoup publié sur Oradour.

Dans l'année qui suit le massacre paraissent sept publications couvrant tout l'éventail de l'opinion publique du moment, associant textes et illustrations, rencontrant un grand succès, auxquelles s'ajoutent maintes brochures, non illustrées, à diffusion limitée. Avec les publications clandestines – textes reproduits par dactylographies multiples, tracts des organisations de la Résistance, articles de la presse clandestine (*Cahiers du Témoignage chrétien*, *Lettres françaises*), brochures anonymes et émissions de radio (Alger, Londres, Suisse) captées en France –, elles attestent l'étonnante et immédiate notoriété du nom d'Oradour. L'information dans les temps de la Libération a un objectif mobilisateur. C'est le cas pour certains résistants FTP, comme Madeleine Riffaud – « Rainer » dans la Résistance – qui y a passé ses vacances à la fin des années trente avec ses parents instituteurs à Saint-Junien.

Toutes les publications de cette période se ressemblent, s'inscrivant dans une représentation dominante de la guerre issue de la Première Guerre mondiale, notamment le concept de « barbarie allemande ». Si ce n'est l'appel à la mobilisation pour la terminer, la guerre en cours est absente. La guerre

d'extermination à l'Est, ses tueries collectives, ses pendaisons massives d'otages, le génocide des Juifs, les camps de concentration ne sont pas perçus. Ils le seront plus tard, sans conséquence sur la construction mémorielle d'Oradour.

Ces publications épousent la forme littéraire du conte : « Il était une fois un village paisible et heureux de sa tranquillité, sauvagement agressé par une horde barbare⁹... » Les illustrations renforcent la thèse : des cartes postales anciennes évoquent un bonheur rural, et les photographies d'après le massacre montrent les stigmates du drame. La description du village correspond assez exactement à celle formulée en 1938 dans *Le Bonheur de Barbezieux*¹⁰ par Jacques Chardonne, écrivain maréchaliste ayant des attaches familiales à Limoges, décrivant un chef-lieu de canton en Charente, exemplaire des vertus de la terre que prônera le régime de Vichy.

Les publications de la période 1944-1945 ont modelé l'opinion. Elles ne sont plus disponibles en librairie, à l'exception du « livre officiel ».

La seconde génération de publications suit le procès de 1953. Certaines proposent des points de vue généraux ou anecdotiques, sous forme parfois de fictions se fondant sur les rumeurs. Des ouvrages grand public à vocation historique n'indiquent que très peu leurs sources.

S'ajoute une production négationniste, interdite de diffusion. La mouvance négationniste s'intéresse à Oradour comme à un verrou qu'elle imagine forcer en diffusant une idéologie promue au rang de méthode¹¹.

Une tentative d'histoire orale, utilisée par les auteurs du film documentaire¹² présenté à la télévision en 1989, au moyen d'une collecte de témoignages, est rapidement abandonnée. Les rescapés racontent leurs souffrances dans leur village agressé sans raison : « Il n'y avait pas de maquis à Oradour, alors pourquoi ?... » Mais surtout, l'enquête orale est confrontée à

une difficulté juridique insurmontable : l'impossibilité d'interroger les condamnés amnistiés. Treize Français, jugés en 1953, bénéficient des effets de l'amnistie du fait de leur incorporation sous la contrainte. Il est donc exclu de les approcher sur le sujet. Il n'était pas envisageable d'interroger les massacreurs de nationalité allemande : certains sont décédés sans avoir été inquiétés après une condamnation par contumace en France ; d'autres se dissimulent plus ou moins (en 1995, le colonel SS commandant le régiment « Der Führer » au moment du massacre habitait en Carinthie). Lorsque d'anciens Waffen SS sont interviewés par des journalistes de la télévision allemande pour des films documentaires sur « les soldats d'Hitler » et les Waffen SS, leurs propos sont décevants de conformisme : ils obéissaient aux ordres... ; ils n'auraient, d'ailleurs, jamais été nazis mais « soldats professionnels », et ils se considèrent parfois comme des victimes du nazisme !

Reste le recours aux archives réputées inaccessibles et dispersées.

Les archives s'ouvrent

Cinquante ans après l'événement, les administrations, sensibles aux nécessités de la recherche, ont accordé les indispensables et légales dérogations de consultation. L'accueil des archivistes est très efficace, le plus souvent chaleureux. De nombreux dossiers n'avaient jamais été consultés depuis leur remise aux archives. La collecte est abondante, les découvertes souvent surprenantes, la complexité d'Oradour s'éclaire progressivement. Le chef de projet se transforme peu à peu en « auteur » du récit historique, au risque de voir se poser, à un moment ou à un autre, la question de sa propre légitimité à produire ce récit.

Parmi les archives consultées, grâce à une autorisation du ministère de la Défense, le dossier conservé par les archives de la justice militaire : les pièces écrites de la procédure préalable au procès devant le tribunal militaire permanent de Bordeaux en 1953¹³.

Les archives départementales de la Haute-Vienne conservent les documents qui permettent de faire la monographie de la commune d'Oradour du début du siècle aux années quatre-vingt-dix, mais aussi les dossiers de la préfecture de Limoges et des services de police sous l'Occupation, comme ceux de la cour de justice devant laquelle ont comparu les collaborateurs ayant accompagné les SS et les Waffen SS.

Aux Archives nationales, les dossiers du ministère de la Justice permettent de suivre les aspects politiques de « l'affaire » Oradour et l'évolution de la doctrine pénale concernant les crimes de guerre ; ceux du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme montrent comment la construction du nouvel Oradour a été un enjeu politique. Les archives du commandement militaire allemand en France, complétées par des archives militaires publiées en Allemagne, permettent de comprendre comment les occupants évaluaient leur situation en Limousin.

Le Service historique de la Défense à Vincennes possède des archives des unités allemandes ayant opéré en France à partir de 1940, en particulier celles de la division « Das Reich » et de sa chaîne de commandement, ainsi que des documents sur les forces de la Résistance, et d'autres provenant notamment du secrétariat d'État à la Défense de Vichy.

La Médiathèque du patrimoine, ministère de la Culture, dispose d'archives relatives à la procédure de classement au titre des Monuments historiques, à la reconstruction de l'église et aux projets de monument à l'intérieur de l'enceinte classée.

Certaines de ces sources, en grande partie en accès libre, ont pu être partiellement exploitées. Jamais personne ne les avait consultées, analysées, croisées dans leur totalité.

Trois dossiers et un film sont représentatifs des trouvailles, exemplaires par l'oubli profond où ils étaient tombés – un oubli explicable par le fait qu'ils ne pouvaient s'intégrer dans la grille de lecture de la communauté d'Oradour.

Le parti communiste qui détenait alors la mairie de la commune organisa durant la période de la guerre froide, de 1948 à 1952, ses propres commémorations du massacre. La manifestation du 12 juin 1949 réunit une assistance considérable à l'initiative du Mouvement de la paix, du Conseil national des écrivains et des *Lettres françaises*. Sarah Farmer eut connaissance de cette manifestation tenue en présence de Louis Aragon et de Frédéric Joliot-Curie qui avait prononcé un discours. Mais, alors qu'elle travaillait à Oradour au milieu des années quatre-vingt, personne ne l'informa de l'existence d'un document remis à cette occasion à la commune. Des témoignages originaux d'artistes, d'écrivains et d'intellectuels communistes ou « compagnons de route » avaient été rassemblés dans un Livre d'or qui contenait des dessins d'artistes (Picasso, Léger, Gromaire, Fougeron...), des autographes d'écrivains, cinéastes, comédiens, etc. et un poème original d'Aragon. Cet objet extraordinaire, resté dans la mairie, oublié, était une trace du passé refoulé de la commune. Sa découverte fortuite fut très émouvante. Le dossier, complété par des œuvres des artistes qui y avaient contribué, fut exposé en 1995 à Oradour-sur-Glane, après avoir été inscrit à l'inventaire communal¹⁴.

Les réactions du général de la Wehrmacht nommé Gleiniger, après le massacre, sont connues par des rapports du préfet régional. La correspondance de ce général avec sa hiérarchie a été conservée par le quotidien communiste *L'Humanité*. Le dossier avait été récupéré dans les bureaux des services

allemands lors de la libération de Limoges. *L'Humanité* utilisa des extraits du dossier, notamment en 1953 au moment du procès à Bordeaux. Il contient des originaux, connus par des copies, dont une lettre de l'évêque de Limoges au général allemand, et un extrait – certifié – du journal de marche du bataillon I DF donnant le décompte des « morts ennemis » à Oradour le 10 juin¹⁵.

Le haut commandement militaire allié (le SHAEF) envoya un informateur, nommé E. Munn, à Oradour-sur-Glane, au début du mois d'octobre 1944. Son rapport de seize pages en anglais, précédé d'une note de résumé de deux pages, est daté du 14 octobre 1944. Il contient des témoignages, authentifiés par des photographies datées des témoins, ainsi que des photographies du rapporteur ou recueillies par lui¹⁶.

Un film¹⁷ nous parvint au premier trimestre 1999. C'était un reportage sur des obsèques juives. Une partie de cette cérémonie se déroula dans les ruines d'Oradour. Annoncée par la presse locale, elle avait été organisée le 21 septembre 1944, à Limoges, par l'Union de résistance et d'entraide des Juifs de France, une organisation communiste connue habituellement sous le sigle UJRE. Personne à Oradour, à l'exception de descendants de militants communistes, n'a jamais cité cette cérémonie.

Les archives permettent de construire un récit historique du massacre en croisant témoignages des victimes et auditions des exécuteurs. Ce nouveau récit assume le risque de raconter ce qu'aucun des témoins n'a eu la possibilité de *voir*.

« Pourquoi les Waffen SS sont-ils venus à Oradour ? » Chercher une réponse à cette lancinante question des victimes exige que l'on s'éloigne d'Oradour pour s'intéresser aux Waffen SS, à leur passé, à la façon dont ils concevaient leur action dans la dernière période de l'Occupation.

Oradour-sur-Glane aurait-il été hors du temps ?

Liste des abréviations :

AD = archives départementales

AJM = Archives de la justice militaire

AN = Archives nationales

SHAT = Service historique de l'armée de terre

Prologue

Oradour-sur-Glane, 16 juillet 1999 : une inauguration

1. Voir Pierre Nora, *Le Débat, Les Idées en France, 1945-1988*, Paris, Gallimard, coll. « Folio-Histoire », 1989, p. 29.

2. *L'Express* du 15 janvier 1998 publia un dessin du dessinateur Plantu à propos de l'Algérie : sur une carte du pays, les noms de lieux des massacres supposés sont remplacés par celui d'Oradour-sur-Glane, répété quinze fois.

3. Le concept de « communauté » désigne ici un groupe humain qui, s'étant senti exclu de la « communauté nationale » dans une période critique, s'est organisé dans son particularisme. Les dirigeants de cette communauté, le maire et le président de l'Association des familles, exercent une autorité morale sur la collectivité et le lieu de mémoire.

4. Voir François Julien, *Dialogue sur la morale* (Paris, Le Livre de poche, Hachette, 1998), qui présente l'éthique comme l'esquive à la mode (p. 8). L'éthique se trouve réduite à une évaluation de l'insertion des normes morales dans des situations concrètes.

5. L'Association des familles et la municipalité avaient exclu la possibilité d'une inauguration à la date du 10 juin, anniversaire du massacre, ce jour étant réservé à la commémoration.

6. Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, p. 33. Le chapitre intitulé « Le Vel' d'Hiv' ou la commémoration introuvable » éclaire l'origine du décret du 3 février 1993 qui institua le 16 juillet en journée nationale commémorative.

1. Que sait-on du massacre ?

1. Voir, entre autres, Jorge Semprun : « Il y eut des survivants à Oradour-sur-Glane. Partout, tout au long des siècles, des femmes aux yeux mouillés et brouillés à jamais des visions d'horreur survécurent au massacre. Elles raconteraient. La mort comme si vous y étiez : elles y avaient été. » (*L'Écriture ou la vie*, Paris, Gallimard, 1994, p. 60).

2. Sarah Farmer, *Oradour : arrêt sur mémoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p. 207 : « L'histoire de la voiture du docteur Desourteaux est emblématique des contradictions du site commémoratif d'Oradour. La part d'artifice ne cesse de s'étendre dans la mesure où la conservation reste une priorité. Ce mouvement risque d'aboutir à la négation du projet initial du mémorial d'Oradour : le sens fixé dans des ruines authentiques. »

3. AN, Section contemporaine (Fontainebleau), MRU : 820 474-175.

4. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 167 et 168.

5. Le concept est utilisé dans la suite de Maurice Halbwachs, *La Mémoire collective*, Paris, PUF, 1950.

6. Voir Wolfgang Sofsky, *Traité de la violence* (traduit de l'allemand), Paris, Gallimard, 1995 : le chapitre consacré au massacre, p. 155 à 170.

7. Voir André Desourteaux et Robert Hébras, *Oradour-sur-Glane. Notre village assassiné*, 1998. Sarah Farmer note : « Dans la plupart des écrits sur Oradour, une tension apparaît entre le désir d'éclaircir la cause d'un tel événement et l'impératif de le laisser inexplicé. », *op. cit.*, p. 66.

8. Jean-Noël Kapferer, *Rumeurs, le plus vieux média du monde*, Paris, Points-Seuil, 1987, p. 312.

9. Une BD réalisée par Calvo, en partie sous l'Occupation, et publiée en 1945, utilise la forme du conte : *La Deuxième Guerre mondiale chez les animaux*, Paris, réédition Gallimard, 1995. L'album évoque les massacres de Tulle et d'Oradour, chacun en pleine page, ce qui est en accord avec l'imaginaire et une représentation dominante de la période.

10. Jacques Chardonne (1884-1968), *Le Bonheur de Barbezieux* (1938), réédition, Monaco, Éditions du Rocher, 1947.

11. Ils prétendent qu'un maquis de résistants, étrangers, juifs et communistes, serait à l'origine du massacre du fait de leur présence dans le village (voir chapitre 8, p. 217 et suiv.).

12. *Oradour* : documentaire en deux parties, *Les Voix de la douleur* et *Aujourd'hui la mémoire*. Réalisation Marc Wilmart et Michel Follin, coproduction France 3 et conseil général de la Haute-Vienne (C. 1989 ; diffusion INA).

13. Dix cartons numérotés de 546 à 555.

14. Catalogue, avec la collaboration de Gilles Plazy, *Livre d'or d'Oradour – L'engagement des intellectuels, un épisode en 1949*, Limoges, Centre de la mémoire d'Oradour-Conseil général de la Haute-Vienne, 1995 ; publication intégrale du dossier, avec des photographies de Willy Ronis, un reportage sur la manifestation, et le texte du discours de Joliot-Curie.

15. L'original du dossier de l'état-major de liaison 586 de Limoges concernant Oradour est conservé par les archives départementales de Haute-Vienne.

16. Le dossier du SHAEF nous a été confié par un membre de la famille d'un survivant du massacre.



ÉDITIONS LIANA LEVI

1, Place Paul-Painlevé, Paris 5^e
Retrouvez l'intégralité de notre catalogue
et inscrivez-vous à la newsletter sur le site
www.lianalevi.fr

L'édition originale d'*Oradour* a été publiée en 2001 par Liana Levi dans une collection dirigée par Annette Wieviorka.

Une édition en langue anglaise (E. U.), traduction de David Sices et James B. Atkinson, préface de Jay Winter : *Massacre at Oradour France, 1944. Coming to Grips with Terror*, a été publiée par Northern Illinois University Press, (Delkab Illinois 60115) en 2005.

© 2001, Éditions Liana Levi

Couverture: D. Hoch

Photo: © Suddeutsche Zeitung/Rue des Archives

Cette édition électronique du livre *Oradour* de Jean-Jacques Fouché
a été réalisée en avril 2023
par Atlant'Communication.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage

(ISBN : 979-10-349-0792-2)

ISBN ePDF : 979-10-349-0794-6